

Découvrez le nouveau Radio-Canada.ca. Testez notre site bêta. Testez notre site bêta.

Je l'essaie →

[ACCUEIL](#) | [POLITIQUE](#)

## Les ingénieurs de l'État en grève le 10 mai

PUBLIÉ AUJOURD'HUI À 9 H 45



Le nouvel échangeur Turcot sera moins élevé. Photo : Radio-Canada/Jean-Sébastien Cloutier

**Incapables de s'entendre avec le gouvernement après plus de deux ans de négociations, les 1400 ingénieurs de l'État déclencheront une grève générale illimitée le 10 mai prochain.**

Le président de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement, Marc-André Martin, explique que le syndicat négocie avec le gouvernement depuis 2014 et que la convention collective est échue depuis le 31 mars 2015.

Les ingénieurs réclament des augmentations salariales de 20 %.

« On demande d'avoir une rémunération juste et équitable qui va permettre d'engager les bons ingénieurs aux bonnes places, explique M. Martin. On demande un correctif de l'ordre de 20 % - pas pour avoir les meilleurs salaires, pas pour avoir les salaires d'Hydro-Québec – juste pour se remettre au niveau de la moyenne du marché. »

Le salaire moyen d'un ingénieur de l'État est de 74 000 \$ par année et il plafonne à 82 000 \$ annuellement, selon M. Martin.

S'appuyant sur plusieurs rapports gouvernementaux soulignant le manque d'expertise des ministères en matière d'ingénierie, M. Martin précise qu'il est nécessaire d'offrir des salaires comparables à ceux du marché afin de retenir des ingénieurs compétents.

« Le gouvernement doit renforcer son expertise en matière d'ingénierie, explique M. Martin. Ça a commencé avec le rapport de l'UPAC [Unité permanente anticorruption] en 2011, la commission Charbonneau, et maintenant il y a les multiples rapports alarmistes du vérificateur général. »

« On est les gardiens des deniers publics. On s'assure que les Québécois paient le juste prix » pour la construction d'infrastructures. »

— *Marc-André Martin*

Le syndicat souhaite également que le gouvernement assure la formation continue des ingénieurs pour qu'ils soient en mesure de vérifier le travail des firmes privées. M. Martin souhaite mettre en place un système d'équivalence pour que les ingénieurs gouvernementaux affectés à certains dossiers possèdent le même niveau d'expertise que celui des firmes dont ils doivent surveiller le travail.

« On ne peut pas avoir de débalancement dans les niveaux d'expertise si on veut s'assurer d'obtenir le meilleur prix, si on veut *challenger* le privé », explique-t-il.

Le président du syndicat déplore que le gouvernement leur offre des formations en gestion et en éthique plutôt qu'en ingénierie. « On demande d'avoir des outils pour de l'estimation de contrats, des outils pour faire de la structure, des outils informatiques », poursuit-il.

« On est encore contraints de travailler dans nos cahiers Canada avec des crayons à mine pour faire des calculs. Ça ne peut plus fonctionner comme ça en 2017. »

— *Marc-André Martin*

Les deux parties tiendront une nouvelle séance de négociations le 5 mai prochain, quelques jours à peine avant le déclenchement de la grève générale illimitée.

Le ministère des Transports du Québec (MTQ) emploie quelque 900 ingénieurs et le ministère de l'Environnement en compte quelque 250. Le reste des effectifs est disséminé dans plusieurs ministères et organismes gouvernementaux.

**À lire aussi :**

- [Commission Charbonneau : retour sur la faillite des chiens de garde de l'intégrité](#)
- [Retour de l'expertise au MTQ : le ministère rate sa cible](#)